

A N N A L E S
BRETAGNE
PAYS DE L'OUEST

Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

122-4 | 2015

Varia

L'achèvement de l'arc-en-ciel politique dans la presse quotidienne bretonne

La création de La République sociale

Completing the political spectrum and the Breton daily press: the creation of La République sociale

Yves Guillauma



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3146>

DOI : 10.4000/abpo.3146

ISBN : 978-2-7535-4882-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2015

Pagination : 97-120

ISBN : 978-2-7535-4880-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Yves Guillauma, « L'achèvement de l'arc-en-ciel politique dans la presse quotidienne bretonne », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 122-4 | 2015, mis en ligne le 15 décembre 2017, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3146> ; DOI : 10.4000/abpo.3146

L'achèvement de l'arc-en-ciel politique dans la presse quotidienne bretonne

La création de *La République sociale*

Yves GUILLAUMA

Docteur en Sciences de la Communication (section Histoire)
de l'université Paris II Panthéon – Assas

En 1939, quatre quotidiens se partageaient le lectorat des quatre départements qui composent aujourd'hui la Bretagne : *L'Ouest-Eclair* et *Le Nouvelliste de Bretagne*, publiés à Rennes, *Le Nouvelliste du Morbihan*, édité à Lorient, et *La Dépêche de Brest* paraissant dans la sous-préfecture finistérienne. Un cinquième titre, *La Bretagne*, avait fait son apparition comme quotidien du soir à Rennes à partir du 16 février 1941 et publia son dernier numéro le 7 juin 1944, le lendemain du débarquement des troupes alliées en Normandie. Il fut suivi deux jours plus tard, le 9 juin, par *Le Nouvelliste de Bretagne*. Les trois autres titres continuèrent leur parution jusqu'à la veille de la libération de la région bretonne : *L'Ouest-Eclair* a publié son dernier numéro le 1^{er} août 1944, *La Dépêche de Brest*, le 3 août, et *Le Nouvelliste du Morbihan*, le 5 août. Leur interdiction et leur remplacement par de nouveaux titres avaient été prévus par la Résistance et supposaient deux décisions successives, comme devait le rappeler plus tard Emmanuel d'Astier de La Vigerie dans son « Rapport sur la presse de la Résistance » présenté les 15 et 16 décembre 1944 lors de l'Assemblée nationale des comités de Libération à l'Hôtel de Ville de Paris : « La suppression immédiate de la presse collaboratrice ; la parution immédiate – si possible pendant l'insurrection elle-même – de la presse patriote¹. »

Comme dans les autres régions, en dehors des nouveaux préfets nommés dans chaque département, les nouvelles autorités de la Libération en Bretagne avaient été choisies durant la période clandestine et l'une de leurs fonctions fut d'assurer la mise en place de la nouvelle presse. Il s'agissait de Victor Le Gorgeu, nommé commissaire de la République à l'automne

1. Archives Nationales (AN), F 1a 3240, dossier Rapports et résolutions.

1943² et d'Henri Fréville, chargé le 27 février 1943 par le gouvernement provisoire d'Alger « de l'information clandestine dans l'Ouest³ » : ce qui le désignait pour occuper, plus tard, à la libération de Rennes, le poste de délégué puis de directeur régional de l'Information pour les quatre départements bretons. Tous les deux étaient à leurs postes lors de l'arrivée des troupes américaines à Rennes et, au cours d'une réunion tenue le 5 août 1944 à la préfecture avec la mission PRC (Presse, radio, cinéma)⁴ et la mission militaire américaine *Psychological War Department* (PWD), la direction régionale de l'Information décidait la mise sous séquestre des quatre quotidiens qui avaient continué de paraître sous l'Occupation, et la parution de quatre nouveaux titres de tendances politiques différentes : *Ouest-France*, héritier du Parti démocrate populaire avant d'être proche du MRP (Mouvement républicain populaire), *La Voix de l'Ouest*, catholique, *La Liberté du Morbihan*, information, et *Le Télégramme de Brest et de l'Ouest*, de tendance radicale⁵.

Ces différentes autorisations donnaient cependant à tout le monde un sentiment de travail inachevé et chacun s'accordait à dire qu'il manquait un quotidien reflétant les diverses tendances de gauche. Le gouvernement était le premier à la reconnaître. Le 1^{er} décembre 1944, le ministre de l'Information avait fait connaître à Henri Fréville la nécessité de compléter « l'arc-en-ciel » des tendances politiques des quotidiens. « La nécessité d'un grand quotidien de gauche est incontestable, lui fait savoir Jean Letourneau, directeur de la presse au ministère de l'Information. Il importe qu'une par-

2. En septembre ou en octobre, selon les sources : son propre témoignage (Note non datée, AN, 72AJ 123 – IHTP Finistère A VII 30), FOULON Charles-Louis, *Le pouvoir en province à la Libération. Les commissaires de la République 1943-1946*, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques/Armand Colin, 1975, p. 279.

3. Notice des RG sur Henri Fréville à l'occasion des élections législatives des 23 et 30 novembre 1958, Arch. départ. d'Ille-et-Vilaine, 1158 W 58.

4. Rattachée à la Mission militaire de liaison administrative (MMLA) qui a été imaginée par Pierre Laroque au lendemain de la fondation de l'AMGOT (*Allied Military Government of Occupied Territories*) par les Américains en juillet 1943, la mission PRC a été créée par l'ordonnance du 2 octobre 1943 et placée sous le commandement du colonel Hettier de Boislambert dans le but de préserver l'autorité de l'État contre les risques d'une insurrection non contrôlée ou les tentatives de Vichy et des Alliés d'exercer leur autorité sur les territoires libérés. Elle seconda très utilement les commissaires de la République et les délégués à l'Information au fur et à mesure de l'avancée des troupes alliées. Sa direction fut confiée au commissaire de Marine Jean-Philippe Lepêtre (arrêté n° 173 du 19 juillet 1944 de François Coulet, Commissaire de la République à Rouen) qui avait débarqué le 15 juillet avec ses équipes en Normandie. « Partout dans les territoires libérés, a-t-il raconté, sauf à Paris où notre assistance fut plus légère, mais utile, nous avons apporté une aide technique, politique et juridique, plus ou moins longue selon les problèmes, mais toujours de première nécessité » (« 1944 : la résurrection de l'État », propos recueillis par C. Trouiller, *Espoir, Revue de l'Institut Charles de Gaulle*, n° 98, 1994, p. 110).

5. Un cinquième titre, *Défense de la France*, issu de la Résistance, a également paru à Rennes du 9 août au 15 septembre 1944, avant de fusionner avec le même titre publié au grand jour à Paris à la libération de la capitale et de devenir *France-Soir* à partir du 8 novembre 1944 (cf. WIEVIORKA Olivier, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France 1940-1949*, Paris, Éd. du Seuil, 1995, p. 353-364).

tie importante de l'opinion de la région ait la possibilité de s'exprimer⁶ ». Il s'employa à combler cette lacune au début de 1945, mais, pour y parvenir, il dut au préalable canaliser et refuser plusieurs demandes avant d'imposer son point de vue.

Les demandes en présence

Le premier à déposer une demande fut Charles Fredouët qui estimait que son passé professionnel lui donnait tous les atouts nécessaires pour convaincre la direction de l'Information, à qui il s'adressa dès le 6 août 1944 pour obtenir l'autorisation nécessaire. Né à Pléchâtel (Ille-et-Vilaine) en 1880, il avait d'abord travaillé comme typographe, linotypiste et photographe à l'imprimerie Oberthür à Rennes. À l'âge de 23 ans, il créa et dirigea un journal syndicaliste, *La Tribune ouvrière*, qui parut à Rennes du 19 décembre 1903 à 1914. En 1909, il entra à *L'Ouest-Éclair* et en fut, à son retour de la Première Guerre mondiale, le secrétaire général jusqu'en 1929. Il prit alors la direction du *Nouvelliste du Morbihan* à Lorient, avant de revenir à Rennes participer, avec le titre de directeur général, à la création de *L'Ouest-Journal*, dont il se porta acquéreur par la suite⁷. Il fit même paraître un numéro durant l'Occupation, daté du 18 mars 1944, pour la conservation du titre⁸.

En déposant sa demande auprès des services de l'Information, Charles Fredouët leur faisait part en même temps de ses projets. Au début, il prévoyait de le diffuser seulement en Ille-et-Vilaine et dans les arrondissements limitrophes. Mais, dès que la situation deviendrait normale, en particulier pour l'approvisionnement du papier, il ambitionnait d'en faire un grand régional de gauche diffusé dans les quatre départements bretons, mais aussi dans la Manche, le Calvados, l'Orne, la Mayenne, la Sarthe, le Maine-et-Loire, la Vendée et la Loire-Inférieure. Il envisageait alors une diffusion de 150 000 exemplaires en semaine et de 175 000 le samedi⁹.

Faute de pouvoir faire paraître immédiatement le quotidien souhaité, Charles Fredouët reçut l'autorisation de principe de publier son journal sous forme hebdomadaire, avec l'obligation de paraître bimensuellement, tant que l'approvisionnement du papier n'était pas réglé¹⁰. *L'Ouest-Journal* parut donc d'abord comme bimensuel du 22 octobre 1944 (n° 1) au

6. AN, F 41 1489.

7. Charles Fredouët s'est expliqué auprès de ses lecteurs sur ce rachat dans un éditorial intitulé « Résurrection » lorsque le journal reparut le 22 octobre 1944, en écrivant notamment : « *L'Ouest-Journal* cessa de paraître. Allions-nous rester impassible, nous qui l'avions mis au monde et lui avions consacré le meilleur de nous-même, devant un destin aussi injuste que cruel ? Cela ne se pouvait ; et dès l'instant où le titre, par le jeu des lois en vigueur, fut tombé dans le domaine public, nous le reprîmes pour notre compte. »

8. *L'Ouest-Journal*, 22 octobre 1944.

9. Lettre non datée de Charles Fredouët au délégué régional de l'Information, AN, F 41 1472.

10. Arrêté du 6 octobre 1944 du commissaire de la République, AN, F 41 1472.

24 février 1945 (n° 9), puis comme hebdomadaire à partir du 4 mars 1945 (n° 10). Mais la situation ne satisfaisait nullement son directeur. Comme pour rappeler ses revendications, il publia d'abord dans une vignette, à la gauche du titre « Bimensuel aujourd'hui, hebdomadaire demain, quotidien après-demain », puis, à partir du 4 mars 1945 « Bimensuel hier, hebdomadaire aujourd'hui, quotidien demain. » À la mi-décembre 1944, il croyait encore en ses chances¹¹. Il restait persuadé qu'une fois la crise du papier résorbée, les anciens lecteurs de *L'Ouest-Journal* aimeraient retrouver leur titre où, comme avant la guerre, il se proposait de reprendre la formule de la plus grande ouverture à toutes les opinions de gauche, en dehors et au-dessus des partis. Cette diversité se retrouvait déjà, selon son directeur, dans la « Société de *L'Ouest-Journal* et d'Éditions et de Publications » qu'il avait créée pour l'éditer. Mais, au fur et à mesure que les mois s'écoulaient, d'autres concurrents, en particulier le Front national, les socialistes et le Mouvement de libération nationale (MLN), vinrent aussi se mettre sur les rangs pour bénéficier de l'autorisation ministérielle.

La demande du Front national trouve son origine dans la situation qui lui avait été faite lorsqu'il put obtenir l'autorisation de faire paraître *Le Patriote des Côtes-du-Nord*. En raison du rôle de premier plan que le mouvement avait joué dans la Résistance et de la place que son journal y avait occupée, son directeur, Jean Devienne¹², ne s'estima pas lié par l'accord passé entre la direction de l'Information et la mission PRC. Il fit paraître le premier numéro au grand jour le 10 septembre 1944, sans avoir obtenu l'autorisation nécessaire, et exigea de pouvoir le tirer chaque semaine à 50 000 exemplaires, alors qu'on lui avait seulement attribué un contingent de papier pour imprimer 7 500 numéros tous les quinze jours. Il estimait en outre que les deux quotidiens diffusés dans le département, *Ouest-France* et *Le Télégramme de Brest*, ne répondaient pas aux attentes des membres du mouvement et bientôt commença à germer l'idée de la transformation du *Patriote* en un quotidien qui serait diffusé sur l'ensemble de la région. Il en fit part le 12 octobre à Charles Lecomte, délégué départemental à l'Information¹³.

Vers la même date, des socialistes des quatre départements bretons se mirent également sur les rangs pour occuper les anciens locaux détenus autrefois par *Le Petit Parisien* à Rennes. Ils se proposaient de publier un grand quotidien de gauche, *Le Socialiste de l'Ouest*, ouvert à tous les républicains. Leur chef de file était Yves Lavoquer. Né à Rennes en 1911, il fut d'abord professeur de lettres au lycée de Nantes et enseigna ensuite au lycée de Laval. Inscrit au Parti socialiste SFIO, il collabora en même temps,

11. Cf. l'éditorial signé des initiales du journal « *L'Ouest-Journal* quotidien?... certainement! », *L'Ouest-Journal*, 16-31 décembre 1944.

12. Pour sa biographie, cf. BOUGEARD Christian, *Maitron en ligne*; LOZAC'H Alain, *Visages de la résistance. Réseaux et mouvements de Libération en Côtes-d'Armor*, Spézet, Coop Breizh, 2003, p. 303-311.

13. Rapport du 12 octobre 1944 du délégué départemental au délégué régional, AN, F 41 432.

de 1937 à 1939, aux *Nouvelles Mayennaises*, l'organe hebdomadaire des organisations du Front Populaire qui a commencé de paraître à Laval le 2 janvier 1937 et qui devint, à sa reparution le 24 septembre 1944, le journal de la fédération socialiste de la Mayenne. Franc-maçon, il fut muté par le gouvernement de Vichy au lycée Le Braz à Saint-Brieuc où il continua à militer au sein de la SFIO, devenant le secrétaire fédéral du parti socialiste clandestin. En juillet 1943, il fut chargé par les responsables de Libération-Nord d'organiser le mouvement dans le département. Lors de la rafle effectuée par les Allemands au lycée le 10 décembre 1943, il réussit à s'échapper et se réfugia en Loire-Inférieure pour continuer le combat¹⁴. Il revint dans les Côtes-du-Nord à la Libération et fut membre du comité départemental de Libération (CDL), son délégué près de la commission départementale de vérification des arrestations et son représentant au comité régional de la presse institué par l'ordonnance du 22 juin 1944. Au lendemain de la Libération, il prit aussi contact avec le directeur départemental de l'Information, Charles Lecomte, pour obtenir l'autorisation de faire reparaître *Le Combat social* que la fédération socialiste avait créé dans les Côtes-du-Nord le 13 avril 1934, à la place de *L'Éveil breton*, et qui avait arrêté sa parution au début de la guerre, en 1939.

En décembre 1944, devant le succès de son implantation en Bretagne, le MLN se mit également sur les rangs pour obtenir l'autorisation de lancer le quotidien qui manquait encore dans l'arc-en-ciel de la presse quotidienne bretonne. Le projet était porté par Pierre Héger. Originaire de Brest où il était né en 1912, il avait été réformé du service militaire. En 1941, alors qu'il était professeur de sciences au collège de Vitré, il entra dans la résistance et fut, à partir de 1942, délégué militaire régional du mouvement Défense de la France. À la Libération, il fut membre du comité directeur et délégué régional du MLN. Il a assuré la rédaction en chef de l'hebdomadaire *Vent d'Ouest* à Rennes, de tendance MLN puis Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), jusqu'à son interruption provisoire le 1^{er} décembre 1945.

Le choix du ministère de l'Information

Il était évidemment impossible au ministère de l'Information de donner une réponse positive à toutes ces demandes. Le lectorat potentiel les condamnait d'avance à devenir très rapidement des affaires non rentables. D'autre part, l'hypothèse d'une multiplicité de titres se heurtait à des difficultés techniques et matérielles insurmontables. L'imprimerie du *Petit Parisien*, où ils envisageaient tous de se faire imprimer, ne pouvait faire face aux quatre candidatures pour la confection et l'impression de leurs journaux. À l'époque, la pénurie de papier obligeait aussi chacun à limiter ses ambitions.

14. Collège Anatole Le Braz, *De la nuit à l'aurore. Des lycéens dans la guerre 1939-1945*, Saint Brieuc, 1995, p. 147.

Face à ces demandes, Henri Fréville penchait pour une solution qui consisterait à confier au parti socialiste les locaux et l'imprimerie de l'ancien *Petit Parisien*. Le parti lui avait présenté quelques garanties, en se proposant notamment de constituer un conseil d'administration avec les secrétaires fédéraux des quatre départements bretons et celui de la Mayenne auxquels viendraient s'ajouter François Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture, Hippolyte Masson, de Morlaix, et Jean-Louis Rolland, de Landerneau¹⁵. Le ministère de l'Information se refusant également à donner une suite favorable aux quatre demandes demanda au délégué de l'Information à Rennes de réunir les différentes tendances pour voir s'il n'était pas possible d'arriver à un accord pour la publication d'un seul titre comportant des pages où chacune pourrait s'exprimer et faire valoir ses orientations. La réunion eut lieu le 6 janvier 1945, sans succès, dans le cabinet du commissaire de la République. L'échec était assez prévisible en raison des désaccords profonds entre les différentes parties. Le Front national, intransigeant, campait sur ses positions et exigeait que la responsabilité de ce futur quotidien lui revienne de plein droit. Les socialistes ne voulaient pas s'entendre avec Charles Fredouët. Ils soupçonnaient que les cinq à sept millions qu'il se proposait de mettre sur la table des négociations lui avaient été fournis en sous-main par les anciens dirigeants du *Petit Parisien* et que leur interlocuteur ne soit, en fin de compte, que l'homme lige des anciens trusts¹⁶.

Devant l'impossibilité de parvenir à un accord, le délégué à l'Information dut se résoudre à demander l'arbitrage du ministre de l'Information. Au cours d'une visite à Rennes le 13 janvier 1945, celui-ci tenta, mais en vain, de rapprocher les points de vue. La situation se compliqua encore lorsque le Parti communiste, jusque-là favorable au projet du Front national, brouilla les cartes en manifestant ce jour-là le désir d'avoir, lui aussi, son quotidien en Bretagne¹⁷. À la fin janvier, pour ne pas laisser la situation s'enliser, le ministre trancha en décidant que « le premier journal politique quotidien susceptible d'être publié à Rennes devait être confié à une société qui grouperait les représentants des tendances socialiste et radicale-socialiste, avec une légère majorité au profit de la tendance socialiste¹⁸ ». Son choix était sans doute politique, mais également économique. Il estimait en effet que seule l'addition des militants et sympathisants de ces deux partis pouvait offrir au futur quotidien assez d'acheteurs potentiels pour lui assurer les ressources nécessaires pour vivre. Le 3 février, les derniers détails de l'accord furent réglés par les deux partis qui avaient délégué chacun trois représentants à un déjeuner à la direction régionale de l'Infor-

15. Note du 17 décembre 1944 de Maurice Crouzet pour le ministre de l'Information. Courrier départ du bureau du Cabinet (1^{er} décembre 1927 décembre 1944), AN, F 41 2727.

16. Id.

17. Cf. notre article : « Un projet de quotidien communiste en Bretagne à la Libération », *Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne*, tome LXXXI, 2003, p. 403-432.

18. Lettre du 26 janvier 1945 de Pierre-Henri Teitgen au délégué régional de l'Information, AN, F 41 1472.

mation¹⁹. Le 5 février, celle-ci put informer son ministre de tutelle qu'un accord avait été conclu pour lancer à Rennes un nouveau quotidien qui serait intitulé *La République sociale*. Une société anonyme fut créée, au capital de 500 000 francs répartis en 1 000 actions de 500 francs²⁰, et les deux partis se mirent d'accord pour partager les responsabilités à l'intérieur du journal. La direction en fut confiée à Yves Lavoquer et des personnalités socialistes siégeaient au conseil d'administration à côté de membres du parti radical-socialiste²¹.

Le lancement du journal était prévu pour la fin mars 1945, mais il fallut attendre le 21 avril pour voir sortir le premier numéro. Dans l'éditorial de présentation, Yves Lavoquer laissa deviner les difficultés qu'il avait dû surmonter pour que le journal puisse paraître :

« [...] Nous avons sillonné la Bretagne, voyageant de jour et de nuit, sans automobile, parfois sur le porte-bagages des cars, dans les couloirs des wagons. Nous avons triomphé de tous les obstacles parce que nos camarades étaient animés d'une foi inébranlable et doués d'un entêtement de Bretons pour qui les difficultés sont un excitant, parce que partout nous avons trouvé de l'aide et le réconfort auprès des amis qui comprenaient l'importance de la tâche entreprise pour la défense et le succès de notre idéal dans l'Ouest. »

Le même éditorial indiquait également les convictions du nouveau titre :

« Animée d'un idéal démocratique, la jeune équipe de *La République sociale* est consciente des responsabilités qui lui incombent. Pour elle, le journalisme n'est pas un métier, un commerce plus ou moins louche comme le pratiquaient certains pourris de la III^e République, c'est une haute mission civilisatrice, c'est une manière de mener le bon combat pour la grandeur de la France [...]»²². »

19. Lettre du 1^{er} février 1945 d'Henri Fréville à Pierre-Henri Teitgen, AN, F 41 2688. Les représentants du Parti socialiste étaient Y. Lavoquer, Lecomte et E. Quessot ; ceux du Parti radical-socialiste, A. Gasnier-Duparc, M. Geistsdoerfer et E. Kerambrun.

20. Dans cette société, les radicaux étaient légèrement majoritaires avec 520 actions, ainsi souscrites : Dr Arthur Quentin, 250 actions ; famille Kerambrun-Delaporte : 174 ; Clément Heurtier : 40 ; Alphonse Garnier-Duparc : 20 ; Marcel Houalet : 20 ; André Heurtier : 10 ; Michel Geitsdoerfer : 5 ; Albert Le Bail : 1.

21. Pour le parti socialiste : Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture, Eugène Quessot, Hippolyte Masson, Joseph Le Gunehec, secrétaire de la fédération socialiste du Morbihan, Joseph Bercegeais, instituteur à Nantes et secrétaire de la fédération socialiste de Loire-Inférieure, Yves Lavoquer. Pour le parti radical-socialiste : Alphonse Gasnier-Duparc, Michel Geitsdoerfer et Clément Heurtier, président du CDL d'Ille-et-Vilaine.

22. Au moment où les premiers numéros sortaient des rotatives, le journal reçut la visite de Pierre-Henri Teitgen qui justifia ainsi le choix d'un quotidien animé par les socialistes et les radicaux-socialistes : « Il ne suffit pas, pour reconstruire la France, de reconstruire des routes, des ponts. Il ne suffit pas que la France soit reconstruite matériellement. Un pays existe surtout par sa pensée. Votre mission est d'aider à la reconstruction de la France dans le domaine spirituel. J'ai voulu que les Gauches de Bretagne aient un journal, malgré toutes les difficultés et les oppositions que j'ai pu rencontrer. Il faut le rappeler à ceux qui les ont oubliés et faire connaître à tous les principes de la démocratie. Tel est votre rôle » (*La République sociale*, 22 avril 1945).

Malgré l'appui des services de l'Information, le lancement du nouveau quotidien se fit péniblement. Ses adversaires voulurent s'opposer à son arrivée à la veille du premier tour des municipales et sabotèrent la mise en place du premier numéro en détournant un camion des Messageries en train de livrer les paquets de journaux dans les différents points de vente²³. La direction de l'imprimerie du *Petit Parisien* où il fut tiré, lui fit également des conditions d'impression assez contraignantes. Pour 50 000 exemplaires de deux pages au format 30 x 44, répartis en dix-sept éditions, le prix du tirage était fixé à 18 900 F. Le journal devait louer à l'imprimerie des locaux pour la rédaction et l'administration, livrer le papier nécessaire à son tirage, assurer lui-même la correction des épreuves et fournir les clichés de photogravure après en avoir effectué le montage. La cible du lectorat visé était loin de couvrir toute la gauche dans la mesure où le Parti communiste n'était pas représenté dans le conseil d'administration. À ces difficultés externes, venait encore s'ajouter la mauvaise entente entre Yves Lavoquer et Raymond Pouchat, qui avait quitté le secrétariat de rédaction du *Populaire de Paris* pour venir animer la rédaction du quotidien rennais. Le premier manifestait assez régulièrement ses sentiments anticomunistes tandis que le rédacteur en chef, membre du Front national, aurait voulu que le journal défendît l'ensemble des idées de gauche.

L'accueil du nouveau quotidien

L'apparition du nouveau titre fut loin de faire l'unanimité parmi ses confrères. *Ouest-France* et *La Voix de l'Ouest* passèrent son lancement sous silence, de même que *L'Ouest-Journal*, qui n'avait aucun intérêt à faire de la publicité pour un titre qui pouvait lui enlever des lecteurs. Pour Eugène Delahaye, le directeur de *La Province*, la première mission du nouveau journal était « de préparer les élections dans la région, et notamment celles de MM. Tanguy-Prigent, Pleven et Teitgen » et il ironisait sur le passé professionnel de son directeur :

« Il est piquant de constater que la presse moderne est très ouverte non plus aux professionnels, mais aux professeurs. Est-ce un bien, est-ce un mal ? Un bien au point de vue plume, un mal au point de vue métier. Le nombre des professionnels diminue. »

Un mois plus tard, il continua à croiser le fer avec son nouveau confrère en écrivant notamment :

« On me permettra de faire respectueusement observer qu'on peut vouloir que la France vive sans être pour cela radicale ou socialiste [...] Si un jour quelques accrochages se produisent entre la grande *République sociale* et la petite *Province*, eh bien, on s'expliquera poliment et, comme dit notre nouveau confrère Lavoquer, nettement et résolument²⁴. »

23. *La République sociale*, 22 avril 1945.

24. *La Province*, 15 février et 15 mars 1945.

C'est du côté communiste que vinrent les critiques les plus directes, car le nouveau titre venait se mettre au travers de la route que le Parti communiste voulait emprunter en créant lui-même un quotidien régional. Le ton resta cependant assez mesuré. La période était peu propice aux critiques virulentes car les élections municipales approchaient. Pour les communistes, comme pour les autres partis, c'était la première consultation où chacun allait pouvoir évaluer l'état de sa représentativité dans le pays. Depuis la Libération, ils s'étaient montrés les plus actifs pour recueillir les dividendes de leur action dans la Résistance et ils voulaient continuer à donner une image positive de leur action en faisant valoir aux autres partis de gauche la nécessité de présenter des listes communes²⁵. Pour ne pas dilapider les acquis déjà obtenus, il leur fallait donc faire triompher dans l'opinion publique une image de victimes de l'injustice gouvernementale, en arguant d'abord de la pénurie de papier²⁶, puis, le jour même de la parution de *La République sociale*, des droits que donnait la parution d'un journal dans la clandestinité²⁷. De ces deux argumentations ressortait à l'évidence, selon le parti communiste, que le nouveau journal n'avait d'autre titre pour paraître que celui du bon vouloir gouvernemental.

Par son contenu, *La République sociale* tranchait aussi par rapport à ses confrères, en mettant l'accent sur la nécessité d'une politique laïque. Ce qui l'obligeait à aborder des sujets sensibles, comme la question scolaire, pour lesquels un ton assez consensuel était difficilement envisageable. En outre, le peu de place accordée à l'information locale lui enlevait une certaine clientèle. Enfin, l'orientation socialiste et radicale de sa direction éloignait de lui une partie du lectorat de gauche, en particulier les communistes. Son tirage avait été autorisé à 100 000 exemplaires, mais, au cours de son premier mois de parution, il varia de 30 000 à 40 000 exemplaires et, en raison d'un fort bouillonnage, sa diffusion ne dépassa guère les 20 000. Bien vite, les difficultés financières finirent par se faire sentir. Pour combler les déficits qui commençaient à s'accumuler, les dirigeants du journal commencèrent par puiser dans leurs propres ressources²⁸. Si elles permirent de franchir quelques caps difficiles, elles ne mirent pas le journal sur les rails de la prospérité et bientôt son directeur fut contraint d'accepter des fonds ministériels qui allaient encore diviser plus profondément la rédaction du journal.

25. Voir par exemple l'éditorial de Roger Pérennez, secrétaire régional du parti communiste et directeur du *Réveil*, intitulé *Les élections municipales et cantonales* et publié le 4 mars 1945.

26. *Le Réveil*, 25 mars 1945.

27. *Le Réveil*, 22 avril 1945.

28. Dans un rapport confidentiel du 16 septembre 1945 à Henri Fréville, Raymond Pouchat indiquait qu'il s'était rendu à Paris le 3 juillet sur la demande pressante d'Eugène Quessot pour obtenir des subventions de P.-H. Teitgen. N'ayant obtenu que de vagues promesses et ne voulant pas rentrer à Rennes les mains vides, il engagea à titre personnel 20 millions de francs par un prêt de 20 ans. La somme fut refusée par Yves Lavoquer qui, de son côté, hypothéqua sa propriété personnelle pour la somme de 500 000 francs (Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 52 J 113).

Face aux premières consultations électorales

Les élections municipales n'avaient pas soulevé trop de passions en Ille-et-Vilaine, grâce notamment à la constitution de plusieurs listes communes à gauche, en référence à l'action unitaire menée par les uns et les autres dans la Résistance, mais cette unité était plus occasionnelle que réelle. Dès juillet, Yves Lavoquer se vit critiqué par le Front national en raison des positions non unitaires de son journal²⁹. Le manque d'union entre les partis de gauche se révéla au grand jour lorsque les socialistes refusèrent de s'allier aux communistes et aux radicaux à l'occasion des élections cantonales de septembre 1945.

Cette consultation fut également marquée dans le département par la candidature d'un ministre, André Diethelm, qui, renonçant à toute fonction publique à partir du 16 juin 1940, s'était rallié, en juin 1941, au général de Gaulle auprès de qui il occupa successivement plusieurs postes de responsabilité. À la Libération, il fut nommé ministre de la Guerre dans le Gouvernement provisoire (4-9 septembre 1944) et dans le premier ministère du Général de Gaulle (10 septembre-21 novembre 1945)³⁰.

Pour faciliter son parachutage en Ille-et-Vilaine où il se présenta aux élections cantonales à Pleine-Fougères, il avait besoin d'une tribune. Le directeur de *La République sociale* se proposa de lui apporter son concours moyennant une aide financière pour combler les déficits du journal. Ce qui provoqua des dissensions à l'intérieur de sa rédaction et de son conseil d'administration. Yves Lavoquer tenta de neutraliser l'influence de son rédacteur en chef en essayant de le convaincre de ne pas donner suite à la demande de quelques sections socialistes du département et de refuser de se porter candidat aux élections cantonales et à la Constituante. De son côté, le préfet, Bernard Vigier, proche du ministre de la Guerre, aurait voulu amener Raymond Pouchat à quitter le journal en lui proposant un poste à la délégation de l'Information. Ce dernier, en lien avec Charles Foulon, intriguait pour révoquer le directeur de *La République sociale* par le conseil d'administration, qui n'avait pas été informé des relations Lavoquer-Diethelm.

29. « Nous avons lu avec regret un article de M. Yves Lavoquer dans *La République sociale* intitulé "La Résistance et la Politique". Dans ses insinuations, sa façon de raconter l'histoire, on sent l'affreuse atmosphère de l'avant-guerre. Le Front national ne pense pas que "le mal est fait", qu'il est "irréversible". Nous pensons, au contraire, que l'union est possible, comme elle vient de se réaliser à Nantes entre FN, MLN, Libé-Nord et Libération-Vengeance. Un tel article est-il à sa place dans un journal qui doit être celui de l'unité ouvrière? Nous ne pensons pas que ce soit l'avis de nos amis socialistes qui sont tous d'accord avec la fédération SFIO des Côtes-du-Nord dans la volonté d'union. Un tel article est-il à sa place dans un journal qui se dit de la Résistance? Nous avons tous un programme, celui du C.N.R. Nous l'appliquerons contre les trusts, grâce à notre unité. Tout le reste n'est que ragots et littérature électorale ». (*Le Patriote de l'Ouest*, 14 juillet 1945).

30. *Dictionnaire des Parlementaires français 1940-1958*, tome 3, Paris, La Documentation française, 1994, p. 359-360 ou [http://www.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche.asp?num_dept=2512].

Un journal déficitaire

L'échec du ministre de la Guerre aux élections de septembre 1945³¹, l'opposition de la direction nationale du Parti socialiste à son égard³² et la campagne des communistes pour obtenir l'autorisation de faire paraître un quotidien, puis leur tentative d'entrer au conseil d'administration de *La République sociale* fragilisèrent encore davantage le journal tandis que ses déficits continuaient à s'accumuler.

Moins d'un mois après la parution du premier numéro, le directeur de l'Information à Rennes avait déjà alerté le commissaire de la République sur les difficultés financières de *La République sociale* et s'interrogeait sur sa survie « si des mesures spéciales n'étaient pas prises d'ici peu de temps en sa faveur³³ ». Début octobre 1945, le déficit dépassait les deux millions de francs et, un mois plus tard, le passif était tel que l'administration séquestre dut menacer de ne plus l'imprimer si, à la date du 15 novembre, il n'avait pas satisfait à ses échéances financières. Pour expliquer la situation désastreuse de son titre, Yves Lavoquer invoquait les prix excessifs qui lui étaient imposés par l'imprimerie du *Petit Parisien* tandis qu'une enquête technique, diligentée par les services de l'Information, relevait ainsi les causes du mauvais équilibre financier du journal : frais généraux trop élevés, personnel trop nombreux, tirage trop réduit par rapport à la multiplicité des éditions qui occasionnait un surcoût dans la composition et la confection des clichés³⁴. Face à ces échéances délicates, son directeur réussit toujours à trouver les fonds nécessaires pour passer les caps difficiles. Dans son rapport du 3 juin 1945, le préfet de l'Ille-et-Vilaine indiquait au commissaire de la République que *La République sociale* vivait « de subventions privées ou officielles » et, dans celui du 3 octobre 1945, il lui signala aussi qu'il était lui-même intervenu « pour soutenir l'octroi d'une avance de fonds, sollicité auprès de la BNCI, de 1 200 000 francs pour honorer des paiements immé-

31. Au premier tour, il n'obtint que 1 193 voix contre 2 145 pour Jules Besnard, socialiste, instituteur public en retraite et premier adjoint au maire de Pleine-Fougères qui s'était présenté sous l'étiquette « radical indépendant ». Il préféra ne pas se présenter au second tour, surtout après le retrait, en faveur de Jules Besnard, de Louis Petri, communiste, conseiller municipal de Rennes et secrétaire régional du Front national, qui avait obtenu 694 suffrages (AN, F 1cII 291).

32. Le 15 août, lors du Congrès national du Parti socialiste à Paris, le secrétaire général, Daniel Mayer, jeta une exclusive contre le ministre de la Guerre en s'adressant ainsi aux congressistes : « Je profite de ma présence à cette tribune pour couper les ailes à un canard, je dirai à un canard "déchaîné". M. Diethelm n'appartient pas au Parti socialiste. Mais il se peut que, dans certain département, il désire se présenter, par je ne sais quelle erreur de son parti, sur une liste de l'UDSR. Le comité national de liaison, à la demande de Foulon lui-même, dira que le comportement ministériel et la tournure d'esprit peu socialiste de M. Diethelm ne permettent pas qu'il soit candidat de l'UDSR sur une liste socialiste » (37^e Congrès national du Parti socialiste SFIO, 11-15 août 1945, sténotypie, p. 853-854).

33. Note du 14 mai 1945, AN, F 41 428.

34. Note du 3 janvier 1946 du service technique au ministère de l'Information et lettre du 10 janvier 1946 du directeur des Domaines de la Seine à la direction de la presse, AN, F 41 1556.

diats et pour appuyer, auprès de l'administration des Domaines, séquestre de l'imprimerie du journal, une requête tendant à éviter la suspension de la publication³⁵ ». Les largesses gouvernementales ne semblent pas non plus lui avoir fait défaut. En juillet 1945, soit trois mois après son lancement, il reçut, de la part du ministère de l'Information, la somme d'un million de francs, à titre d'avance remboursable avant le 8 mars 1946, et deux millions de la part du ministère de la Guerre³⁶. Peu avant le referendum d'octobre 1945, alors que la trésorerie du journal mettait de nouveau son existence en question, Jacques Chaban-Delmas, alors secrétaire général au ministère de l'Information, estima que le quotidien devait être maintenu en vie dans la mesure où il soutenait la politique du gouvernement en invitant ses lecteurs à répondre positivement aux deux questions qui allaient leur être posées à l'occasion de cette consultation. Il lui fit verser par l'intermédiaire de l'un de ses actionnaires radicaux, E. Kerambrun, ancien président du CDL et premier Président de la Cour d'Appel de Rennes, la somme de deux millions de francs³⁷.

Ces renflouements successifs permirent à *La République sociale* de survivre et Yves Lavoquer continuait à se dépenser sans compter pour essayer de la développer. Après avoir réussi à écarter Raymond Pouchat, son rédacteur en chef³⁸, il lui restait à convaincre le séquestre de l'imprimerie du *Petit Parisien*, avec qui les relations devenaient de plus en plus difficiles. Les déficits s'accumulaient et la trésorerie de la Société du *Petit Parisien* à Paris, dont dépendait l'imprimerie rennaise, risquait à terme d'être insuffisante pour payer les ouvriers. Grâce au versement effectué par le ministère de l'Information, le journal avait pu diminuer sa dette en versant 800 000 francs le 15 octobre et 200 000 francs le 1^{er} novembre suivant. Mais il se révéla incapable de faire face aux échéances suivantes et, à la date du 5 janvier 1946, les sommes dues au séquestre s'élevaient à 2 501 800 francs³⁹. Comme le journal ne pouvait fournir aucune assurance pour un apurement prochain

35. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 43 W 167.

36. Le prêt accordé par le ministère de l'Information ne fut jamais remboursé (Note du 4 décembre 1947 du directeur de la presse au secrétaire d'État à la présidence du Conseil, chargé de l'Information, AN, F 41 1473 et *JOAN*, 4 juin 1948, p. 3245). Le 27 octobre 1945, dans son éditorial de *L'Aube nouvelle*, Marcel Hamon interpellait ainsi le directeur de *La République sociale* : « Peut-on poser une question à M. Lavoquer ? Est-ce que le journal *La République sociale* a gardé les 3 millions que M. Diethelm lui a versés il y a quelques semaines ? ». Contestant ce versement du ministre de la Guerre, Yves Lavoquer demanda à son accusateur d'apporter la preuve de ce qu'il avançait et, devant l'impossibilité de faire paraître un droit de réponse dans l'hebdomadaire communiste, il publia un démenti le 24 novembre 1945 dans *Le Combat social*, l'organe socialiste des Côtes-du-Nord.

37. Entretien de l'auteur avec Maurice Le Nan. Le 16 octobre 1945, au moment où il passait à Paris pour rejoindre son poste à Rennes, il fut convoqué au ministère de l'Information pour prendre en charge ce transfert de fonds et la somme fut remise le lendemain en mains propres à son destinataire.

38. Il fut exclu du parti socialiste pour trois ans et licencié du journal à la suite de son attitude à l'égard de son directeur (Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 43 W 140).

39. Lettre du 10 janvier 1946 du directeur des Domaines de la Seine à la direction de la presse, AN, F 41 1556.

de sa dette, l'imprimeur menaça d'arrêter son tirage à partir du 15 janvier⁴⁰ et il fallut une intervention personnelle d'André Malraux, ministre de l'Information depuis le 21 novembre 1945, pour assurer la poursuite de la parution de *La République sociale*⁴¹. Il intervint auprès de René Pleven, ministre des Finances, pour lui indiquer que la mesure envisagée par ses services lui semblait inopportune et lui demanda de surseoir à toute décision tant que les deux ministères ne seraient pas arrivés à se mettre d'accord sur les points litigieux. Mais, entre-temps, l'évolution de la situation politique allait servir les intérêts du journal.

Après la démission du général de Gaulle, les portefeuilles des Finances et de l'Information dans le gouvernement Félix Gouin furent attribués à deux socialistes, André Philip et Gaston Defferre. Ce dernier n'allait pas tarder à adopter une mesure qui allait desserrer quelque peu la pression que les administrateurs-séquestres faisaient peser sur les journaux fondés à la libération : l'abattement de 30 % des factures dans les imprimeries de province dont la gestion avait été confiée aux Domaines⁴². Pour Yves Lavoquer, qui avait toujours soutenu que les conditions d'impression expliquaient pour une très large part la situation désastreuse de son quotidien, l'occasion était belle pour demander la transformation du contrat d'impression du journal en contrat de location des installations. Les services de l'Information hésitèrent à donner immédiatement une suite favorable à cette demande et préférèrent s'entourer d'abord des conseils d'un expert. Celui-ci diagnostiqua assez rapidement les causes du déséquilibre financier du journal : un nombre trop élevé d'employés et des frais généraux trop importants par rapport aux rentrées provenant de la vente réelle du journal. En conclusion de son rapport, il suggéra quelques réformes pour donner au quotidien « socialo-radical » quelques chances de succès. Il préconisait en particulier un changement de titre, une redéfinition de sa ligne politique, le développement des informations locales, la réduction du personnel administratif et l'augmentation de sa diffusion qui devait atteindre les 80 000 à 100 000 exemplaires⁴³. Finalement, à bout de souffle, *La République sociale* dut interrompre sa parution le 6 mars 1946, provo-

40. Dans la perspective d'une disparition possible du journal, les radicaux-socialistes envisagèrent de s'entendre avec Charles Fredouët, directeur de *L'Ouest-Journal*. Le 10 février 1946, une rencontre eut lieu entre lui, le docteur Quentin, président de la fédération départementale du parti radical-socialiste et le docteur Pellé, conseiller général de Tinténiac, pour examiner la transformation de *L'Ouest-journal* en quotidien modéré allant de la nuance radicale à celle de l'Alliance démocratique. Il semble que ce projet n'ait pas dépassé le stade des pourparlers exploratoires.

41. Télégramme du 14 janvier au directeur départemental des Domaines à Rennes, AN, F 41 1556.

42. Cette mesure entra en vigueur le 16 février 1946 pour les quotidiens et le 26 février pour les hebdomadaires.

43. Note du 3 janvier 1946 du service technique du ministère de l'Information au directeur de l'Information, AN, F 41 1556. La fédération socialiste d'Ille-et-Vilaine pensait arriver à ce chiffre en s'appuyant sur les 230 000 électeurs bretons qui avaient apporté leurs suffrages au Parti socialiste (cf. *L'Aurore socialiste*, 13 avril 1946).

quant, par contrecoup, une diminution assez importante du plan de charge de l'imprimerie de l'ex-*Petit Parisien* et des licenciements assez nombreux parmi le personnel.

Un journal uniquement socialiste

Si cette interruption du journal permit de stopper la dégradation de son compte d'exploitation, elle enleva en même temps un moyen d'expression aux deux tendances représentées dans son conseil d'administration. Ce qui n'était pas sans inconvénients en raison du bouillonnement politique que connaissait alors la France. L'éclipse du journal dura deux mois et, le 30 avril 1946, il était de nouveau dans les kiosques. Sans doute y avait-il une certaine urgence à le faire reparaître pour servir notamment de tribune aux hommes politiques de gauche et, plus spécialement, aux socialistes en prévision du referendum du 5 mai sur la nouvelle constitution et des nouvelles élections générales qui allaient suivre le 2 juin. Quelques modifications avaient été apportées pour la réparation du journal. Désormais, seuls les socialistes étaient présents au conseil d'administration et les élus socialistes de Bretagne⁴⁴ auxquels s'était joint Camille Lhuissier, député de la Mayenne, lancèrent dans le premier numéro un appel aux lecteurs « pour que le rire de la réaction, à l'annonce de la disparition de *La République sociale*, se transforme en un amer rictus ». Dans le même numéro, Yves Lavoquer publia aussi un éditorial de combat où il affirmait des positions plus tranchées que jamais :

« Au début de mars il y avait eu grande joie au royaume des Chouans. *La République sociale*, le seul quotidien vraiment républicain et laïque de tout l'Ouest, avait été suspendu. Mon Dieu, quelle aubaine ! Tous les bien-pensants se réjouissaient. Les curés, recteurs et vicaires, j'entends ceux qui se servent du confessionnal, de la chaire et du catéchisme pour attaquer *La République*, ont fait une neuvaine d'actions de grâces. Les vieux messieurs dont les vestons et les idées sont du siècle dernier se sont félicités. Les profiteurs du marché noir, les collaborateurs devenus gaulistes, les pétainistes embusqués dans les bureaux et qui s'accrochent à leur rond-de-cuir comme une bernique à son rocher, ont poussé un soupir de soulagement. Enfin, il n'y aurait plus, dans l'Ouest, que la "bonne presse". Il n'y aurait plus de quotidien pour dire que l'école laïque c'est la véritable école libre. Plus de journal de gauche pour dire que le statut du fermage est une réalisation socialiste inspirée par la justice qui a donné la propriété de leur travail aux cultivateurs qui en étaient frustrés. Sans *La République sociale* il n'y avait plus de quotidien pour expliquer au pays que les nationalisations des banques, des assurances, des houillères, de tous les grands trusts sont une mesure de salubrité publique qui remet aux mains de la Nation des biens qui appartiennent à la Nation, et qui servaient d'armes de combat à quelques privilégiés fascistes contre les

44. Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture, Albert Aubry, député d'Ille-et-Vilaine, Yves Henry, député des Côtes-du-Nord, Jean Le Coutaller, député du Morbihan et Jean-Louis Rolland, député du Finistère.

gouvernements de gauche. Enfin, toute la presse quotidienne de l'Ouest attaque la nouvelle constitution ou s'abstient prudemment parce que celle-ci permettra à un gouvernement démocratique d'appliquer le programme pour lequel il a été élu, parce que si, comme il est infiniment probable, les prochaines élections donnent une majorité socialiste et communiste, il n'y aura plus de Sénat conservateur et réactionnaire pour substituer à la volonté du peuple, avide de progrès et de réformes révolutionnaires, les volontés des banques et des trusts. Mais *La République sociale* reparaît. Elle reparaît plus forte et plus combative que jamais. C'est avec joie que nous reprenons la lutte contre les Chouans, les cléricaux, les fascistes camouflés, les trusts⁴⁵... »

À côté du changement dans la composition de son conseil d'administration désormais composé des personnalités socialistes suivantes – Albert Aubry, Marcel Biétry, Albert Chênevière, Yves Lavoquer, Jean Le Coutaller, Joseph Le Gunehec, Camille Lhuissier, Hippolyte Masson, Antoine Mazier, directeur du *Combat social* à Saint-Brieuc, Eugène Quessot, Tanguy-Prigent et Auguste Piéplu, président du syndicat national de la batellerie française – le journal obtint encore quelques concessions pour lesquelles son directeur s'était toujours battu, en particulier la transformation du contrat d'impression en contrat de location. Le nouveau contrat lui donnait l'entière disposition de l'imprimerie et des installations du *Petit Parisien* et lui permettait d'espérer des sources de revenus de l'impression des hebdomadaires qui y étaient précédemment tirés, *L'Ouest-Journal* de Charles Fredouët, *Bretagne Sud*, de tendance PRL (Parti républicain de la Liberté), *Le Patriote*, l'organe du Front national, et *La Cocarde*, radicale-socialiste⁴⁶.

En plus d'une amélioration de la trésorerie attendue de ces apports externes, il espérait aussi gagner la bataille de sa diffusion. Pour cela, il lui fallait commencer par améliorer le contenu au niveau des nouvelles locales et mieux assurer sa distribution, malgré la pauvreté des moyens à sa disposition.

« Nous manquons d'argent, écrit-il à ses lecteurs ; nous ne pouvons pas acheter d'automobiles ni engager des inspecteurs de vente en nombre suffisant ; nous n'avons pas assez de correspondants locaux ; nous n'avons pas les moyens d'avoir une rédaction parisienne qui nous envoie les nouvelles de la France entière et particulièrement des nouvelles maritimes ; nous ne sommes pas assez riches pour acheter les machines qui nous font défaut⁴⁷. »

Pour remédier à cette pénurie, la direction essaya de mobiliser tous les militants, en les invitant à trouver dans chaque commune un correspondant qui alimenterait le journal en informations locales, et un dépositaire

45. *La République sociale*, 30 avril-1^{er} mai 1946.

46. Yves Lavoquer leur imposa des conditions draconiennes en supprimant, à partir du 1^{er} mai, l'abattement de 30 % qui avait été appliqué à compter du 19 février, et en augmentant également l'impression de 30 % (Lettre du 27 juin 1946 du directeur interrégional de la Presse au ministère de l'Information, AN, F 41 425).

47. *La République sociale*, mai 1946.

qui assurerait sa diffusion. Pendant près de deux mois, chacun se trouva interpellé par des slogans publiés en « une », à la gauche du titre⁴⁸.

Après avoir remercié les administrateurs radicaux qui, « pour faciliter notre nouveau départ, ont offert leur démission dans un esprit de camaraderie républicaine⁴⁹ », les socialistes auraient voulu trouver un lectorat le plus large possible en laissant les colonnes du journal « ouvertes à tous les Partis de gauche, à tous les laïques ». Mais les comportements de leurs anciens associés devaient bien vite leur enlever leurs illusions et, quelques jours après le referendum du 5 mai, Yves Lavoquer s'interrogeait :

« Que s'est-il donc passé au parti radical ? Nous sommes surpris, étonnés et, pourquoi ne pas le dire, peins de voir les radicaux que nous avons trouvés tant de fois à nos côtés dans la lutte pour la République et la laïcité, changer de camp et se jeter dans les bras de la réaction. Nous savons bien que le vieux radical breton a été un militant courageux à une époque où la quasi unanimité de la population des campagnes était excitée par les hobereaux royalistes et les curés de combat... Et maintenant, les radicaux votent au référendum avec *La Voix de l'Ouest* et *Ouest-France*⁵⁰. »

De leur côté, s'ils avaient mis une sourdine à leur revendication pour lancer un quotidien, les militants communistes continuaient à bouder *La République sociale*.

Malgré les appels répétés adressés aux militants pour assurer le succès du journal⁵¹, la réussite du plan de relance tardait à venir et, bien vite, une augmentation du capital fut nécessaire. Malgré quelques signes encourageants comme l'augmentation du tirage et le désir des militants de souscrire à l'augmentation du capital⁵², le quotidien continuait cependant à perdre de l'argent. Le même titre, *Alerte à nos amis*, répété deux fois à une semaine d'intervalle, révélait au lecteur que le journal se débattait toujours dans des difficultés de toutes sortes, dont des problèmes de diffusion.

« En huit jours, lit-on dans le premier éditorial, les accidents se sont multipliés : c'est le paquet de Vitré qui se retrouve à Redon ; c'est Dinan qui ne reçoit rien ; ce sont vingt communes des Côtes-du-Nord qui nous alertent et nous disent : "Votre journal arrive le lendemain, mais les autres sont là", alors que tous sont partis en même temps. C'est à Rennes même que dix dépôts sont servis à 9 heures du matin, alors que la vente est faite. Tout

48. Par exemple : « Camarade, pour que ton journal vive, fais aujourd'hui un nouvel abonné » (25-26 mai 1946) ; « La semaine prochaine, ami lecteur, vous aurez 4 pages. Chaque républicain devra nous amener 4 abonnés » (11 juillet).

49. *La République sociale*, mai 1946.

50. *La République sociale*, 21 mai 1946.

51. *L'Aurore socialiste*, 22 juin 1946 : « [...] Dans votre foyer doit entrer chaque jour *La République sociale* et, chaque jour, vous devez tenter de faire entrer votre journal dans un foyer ami. De votre volonté dépend la réussite. Si votre commune n'a pas de dépôt, il faut en créer un. Si elle n'a pas de correspondant, il faut en chercher un. Mettez-vous à l'ouvrage tout de suite. »

52. Cf. l'éditorial du 5 juillet 1946 intitulé : « Du courage, de la volonté, de la décision : *La République sociale* force son avenir ».

cela, n'est-ce pas, a coûté très cher à rédiger, à composer, à tirer, à expédier, et cela reviendra comme invendu⁵³... »

Une semaine plus tard, le lecteur découvrit que la direction s'était étoffée à la suite de l'arrivée de Marcel Biétry⁵⁴. Entré en fonction le 14 juillet 1946 comme président du conseil d'administration, il prit également en charge l'administration générale du journal, à côté d'Yves Lavoquer qui demeurait responsable de sa direction politique et de sa rédaction. Dans le même temps, le journal en profita pour remodeler sa mise en pages et sa physionomie. Jusqu'au 20 juillet 1945, il avait été publié sur 9 colonnes par page avant de passer à 7 au lieu de 8 à partir du 16 juillet 1946. Il espérait ainsi « un aménagement plus rationnel de la composition, une répartition des titres et des clichés plus heureuse et même accessoirement une légère économie de main d'œuvre⁵⁵ ». Ces transformations externes ne durent pas donner entière satisfaction car le journal revint à 8 colonnes à partir du 18 novembre 1946. En outre, non seulement le passif n'avait pas été apuré, mais il continuait de grossir. Fin août 1946, *La République sociale* devait à l'administration séquestre la somme de 6 481 619 francs ; au 30 novembre suivant, elle atteignait les 7 691 619 francs. La situation devenait d'autant plus préoccupante pour le quotidien socialiste que le gouvernement, à l'occasion du transfert des entreprises mises sous séquestre à la Société Nationale des Entreprises de Presse (SNEP) prévu par la loi du 11 août 1946, souhaitait clarifier la situation des journaux déficitaires et était de moins en moins enclin à laisser la situation se détériorer. À la suite du conseil des ministres du 24 août 1946, qui examina la question de la dette des journaux à l'égard des imprimeries sous séquestre, il fut décidé que les titres devaient s'acquitter de l'arriéré de leurs dettes et qu'en cas de non paiement, leur impression serait suspendue⁵⁶.

Le départ d'Yves Lavoquer et l'arrivée de Max Boyer

La présence de Camille Lhuissier, député de la Mayenne dans le conseil d'administration après la reparution de *La République sociale* montrait que l'intérêt des socialistes pour le journal dépassait désormais le cadre de la région bretonne. La situation catastrophique dans laquelle il se trouvait attira l'attention d'un autre homme politique socialiste qui

53. *La République sociale*, 10 juillet 1946.

54. Né en 1899, Marcel Biétry fut nommé à l'école d'agriculture des Trois-Croix à Rennes au lendemain de la guerre. Adhérent à la SFIO depuis 1929, il fut un membre actif de sa section locale. Lorsque *L'Aurore socialiste*, hebdomadaire de la Fédération, ouvrit ses colonnes aux travaux du conseil municipal de Rennes, à partir du 4 août 1945, c'est à lui, conseiller municipal, qu'en fut confiée la rédaction. Il fut également membre de l'équipe de *La République sociale* où il signait ses articles de son pseudonyme, Pierre Bourgogne. Voir sa biographie par Claude Geslin dans *Maitron en ligne*.

55. *La République sociale*, 17 juillet 1946.

56. Lettre du 30 août 1946 du sous-secrétaire d'État, chargé de l'Information, aux directeurs régionaux de l'Information, Arch. dép. du Finistère, 31 W 666.

avait l'avantage de présider aux destinées d'un quotidien, Max Boyer, directeur du *Maine libre* au Mans. Sans doute avait-il plusieurs raisons de s'intéresser au sort du quotidien rennais, à commencer par une raison sentimentale. En effet, cet ancien représentant de commerce, qui était né dans la capitale mancelle le 18 janvier 1910 et qui avait adhéré au parti socialiste en 1928, avait été, avant la guerre, le directeur-gérant de son hebdomadaire, *La République sociale de l'Ouest*⁵⁷. À côté de l'homonymie des deux titres, d'autres facteurs poussaient encore Max Boyer à s'intéresser au journal rennais.

Après les élections municipales d'avril-mai 1945, le pays était entré, à l'automne 1945, dans une phase importante de consultations électorales dont l'enjeu nécessitait, pour les socialistes, d'avoir une tribune où ils puissent faire connaître et expliquer leur position. Le gouvernement avait, en effet, retenu la date du 13 octobre 1946 pour soumettre un second projet de constitution par voie de referendum. De plus, le 20 octobre suivant, devait s'ouvrir officiellement la campagne pour les élections générales, fixées au 10 novembre. Il importait donc pour Max Boyer de trouver une solution pour maintenir en vie le quotidien rennais ou pour combler un vide qui ne manquerait pas de résulter de sa disparition. Ce faisant, il ne préservait pas seulement ses intérêts ; il rendait aussi service aux socialistes de l'Ouest et plus précisément à ceux qui siégeaient au sein du conseil d'administration du journal et qui allaient briguer les suffrages des électeurs à cette consultation électorale. L'État y gagnait également dans la mesure où le plan de charge de l'imprimerie continuait à être assuré. D'ailleurs, consciente du danger que représentait un nouvel arrêt de *La République sociale* et de ses conséquences sur le plan social, elle était prête, de son côté, à faire un geste en abaissant le prix du loyer mensuel de 400 000 francs à 200-250 000 francs. La direction régionale de l'Information aussi était favorable à cette opération, car elle espérait que la nouvelle société qui se mettrait en place épongerait l'ensemble des dettes accumulées par le journal depuis sa création.

En gestionnaire prudent, Max Boyer ne répondit pas immédiatement aux attentes des services de l'Information et opta pour une autre solution. Il laissa la propriété du journal à l'ancienne société et créa une SARL qui, à partir du 10 décembre 1946, assura la gestion de l'actif du quotidien. Composée de personnes appartenant à *La République sociale* et au *Maine libre*, elle avait un rôle purement financier, en attendant la mise sur pied d'une nouvelle société anonyme qui, lors de son entrée en fonction, devait absorber l'ancienne société, maintenue provisoirement en vie dans le seul but d'apurer le passif. Le directeur du *Maine libre* était donc d'accord pour aider ses amis socialistes rennais, mais en se projetant seulement vers

57. Ce journal a publié son premier numéro le 18 mai 1919. Il succédait au *Réveil social de la Sarthe* qui a paru au Mans du 14 juillet 1901 au 31 juillet 1914 et du 6 mars au 2 avril 1919. Après avoir interrompu sa parution le 9 septembre 1939, il l'a reprise au lendemain de la Libération le 29 octobre 1944 avant de l'arrêter le 25 juin 1948.

l'avenir et en laissant le soin aux autres de régler tous les problèmes qui s'étaient accumulés avant son arrivée. Pour se donner quelques atouts supplémentaires, il décida aussi des changements structurels : l'élimination d'Yves Lavoquer de la direction politique, la modification du titre et un changement de formule. Tout en restant un organe de gauche, ouvert aux communistes, s'ils le désiraient, le journal serait désormais un quotidien d'informations générales et locales⁵⁸.

L'Ouest républicain

Début janvier 1947, Yves Lavoquer intégra *L'Union* de Reims⁵⁹ et les éditoriaux de *La République sociale* furent provisoirement signés des initiales du journal, R. S., ou par Pierre Bourgogne, le pseudonyme de Marcel Biétry. En attendant des changements plus profonds, la direction du *Maine libre* se contenta d'assurer la paie des ouvriers de l'imprimerie, de régler régulièrement les frais d'impression du quotidien à la SNEP⁶⁰, d'envoyer quelques techniciens à Rennes et d'apporter à l'imprimerie des travaux à exécuter, en particulier l'impression d'hebdomadaires et de livres. Ce n'est qu'à la fin du premier trimestre que le conseil d'administration annonça, dans le dernier numéro de *La République sociale*, les modifications que le titre allait connaître en intitulant l'éditorial du nom même que le journal porterait à partir du 1^{er} avril 1947 : *L'Ouest républicain*.

« Nous devons une explication complète à nos lecteurs qui, après tous les bruits tendancieux qu'ont fait courir nos adversaires depuis deux années... se demandent ce que devient leur journal, pourquoi il change de formule, pourquoi il change de nom. [...] Nous avons étudié les conditions qui nous permettraient d'étendre notre action et il est apparu que d'abord il fallait procéder à un "lancement". De l'avis de tous les techniciens de presse que nous avons consultés, le lancement ne pouvait réussir qu'appuyé sur un titre nouveau en même temps que sur une formule entièrement révisée. Ce n'est pas sans un certain serrement de cœur que nous abandonnons un titre sur lequel nous avons tant travaillé et en quoi nous avons mis tant d'espoir. Mais le sentiment est une chose, la réussite en est une autre, et il faut que nous réussissions. Que nos amis soient rassurés. *La République sociale* ne disparaît pas. Elle revit dans *L'Ouest républicain*. La société constituée en avril 1945 poursuit son œuvre dans une maison élargie⁶¹. »

58. Lettre du 12 décembre 1946 du directeur interrégional de l'Information à la direction de la Presse, AN, F 41 426.

59. Il quitta ce journal à la suite d'un différend avec le conseil de gérance au sujet d'éditoriaux que le Parti communiste voulait publier sur la guerre d'Indochine. Sa démission fut acceptée le 14 février 1950. Le mois de juin suivant, il succéda à Charles Arpin comme directeur-rédacteur en chef du quotidien *Libération-Champagne* publié à Troyes, où l'avait appelé Gabriel Thierry, maire de Sainte-Savine (AN, CAC 1986 0510).

60. Cette société ne prit possession des biens du *Petit Parisien* à Rennes que le 30 avril 1947 et reversa la somme réglée à l'administration des Domaines.

61. *La République sociale*, 29 au 30 mars 1947.

Quelques jours plus tard, la direction, dans un éditorial intitulé « Notre journal », afficha sa ferme volonté de tourner une page où des articles trop polémiques avaient pu, dans le passé, faire fuir certains lecteurs⁶². Le nouveau sous-titre, « Le grand quotidien d'information de l'Ouest », affichait clairement cette nouvelle orientation. Le maintien de Marcel Biétry comme directeur-gérant et le remplacement d'Yves Lavoquer par Eugène Quessot au poste de directeur politique signifiaient bien que le journal resterait étranger aux positions extrêmes que certains avaient agitées quelques mois auparavant dans la fédération pour se rapprocher des communistes. Pour les socialistes rennais, ce nouveau titre renouait aussi avec le passé en rappelant un quotidien éphémère « d'action républicaine », également intitulé *L'Ouest républicain*, qui avait publié douze numéros entre le 1^{er} et 12 mai 1914 pour soutenir avec succès la candidature du radical de gauche Louis Deschamps contre Edouard Thuau, le candidat de la droite. Antoine Mazier, député socialiste des Côtes-du-Nord et directeur de l'hebdomadaire socialiste de la fédération départementale, *Le Combat social*, lui apporta ses encouragements, mais aussi ses conseils en répondant à l'un de ses journalistes :

« Nous nous sommes réjouis après la Libération du lancement de *La République sociale* où nos camarades Lavoquer et Pierre Bourgogne notamment ont défendu nos idées. *La République sociale* avait déjà de nombreux amis, qui lui restent fidèles malgré les imperfections inévitables du début et malgré les irrégularités, auxquelles il vous faudra veiller [...] En modifiant son titre, vous avez sans doute l'intention de modifier quelque peu sa présentation. Nous aurons ainsi dans l'Ouest, et personne ne peut s'offusquer que nous le désirions, un journal qui représente vraiment, sans sectarisme mais aussi sans faiblesse, l'opinion des milieux laïques, un journal autour duquel doit se faire le rassemblement de tous les Républicains attachés à des formules de progrès et qui y trouveront les échos de leur pensée et aussi de leurs activités sur le plan de la vie locale⁶³. »

La nouvelle formule sembla satisfaire le lecteur. À côté des informations habituelles et de l'éditorial signé désormais par Pierre Bourgogne, Paul Michel, Pierre Gaffré ou Philippe Groux, il y découvrait aussi des enquêtes et des reportages d'A. Rouyer sur des figures emblématiques de la Résistance, comme Pierre Brossolette, au moment de son départ manqué pour l'Angleterre et de son arrestation dans le Finistère, ou sur des faits divers comme « le mystère Seznec ». Le 10 avril 1947, un concours de la meilleure recette de la semaine fut lancé, donnant droit, si la recette était retenue par le jury, à une publication dans le journal et à un abonnement de trois mois à son auteur. Selon l'administration, la campagne de responsabilisation des militants portait ses fruits et de nombreux abonnements parvenaient au journal⁶⁴. Pourtant, Max Boyer, qui s'était fait élire conseiller de la République dans la Sarthe le 8 décembre 1946, tardait à mettre en place

62. *L'Ouest républicain*, 4 avril 1947.

63. *L'Ouest républicain*, 3 avril 1947.

64. *L'Ouest Républicain*, 26-27 avril 1947.

la nouvelle société destinée à prendre en charge le quotidien. Finalement, elle fut créée à Paris le 10 juin 1947 et Max Boyer en devint le gérant⁶⁵. Elle ne comportait plus que deux membres de l'ancienne société, Albert Aubry et Auguste Piéplu, tous les autres étant, selon la direction interrégionale de l'Information, étrangers à Rennes et davantage des bailleurs de fonds que des militants socialistes⁶⁶.

Des incidents surgirent bientôt au sujet de l'orientation du quotidien et des désaccords apparurent au grand jour au sujet du règlement du passif de la première société. Le 2 août, Marcel Biétry essaya, mais en vain, d'informer les lecteurs que le journal gardait son orientation socialiste. Estimant alors qu'il n'en avait plus la responsabilité, il démissionna au cours de l'assemblée du 8 août. Confrontée à des difficultés financières insurmontables, la nouvelle direction se révéla dans l'incapacité de payer les salaires et commença à licencier le personnel à la fin du mois d'octobre. Elle décida d'arrêter la parution du titre, qui s'intitulait *L'Ouest républicain de Bretagne et de Normandie* depuis le 16 juin 1947, avec le numéro daté des 15-16 novembre suivant. Depuis sa prise de contrôle par Max Boyer, il avait publié 186 numéros. Le dernier éditorial expliquait ainsi la raison de son arrêt :

« Depuis plusieurs mois, la rédaction et la direction de *L'Ouest républicain* s'efforcent, malgré des difficultés nouvelles, de faire du journal un organe libre au service des idées républicaines. Plutôt que de faillir aux engagements qu'elle a pris, la direction a décidé de suspendre momentanément sa parution. »

•

L'idée du gouvernement de compléter l'arc-en-ciel politique de la presse quotidienne bretonne quelques mois après la Libération et de confier sa direction et sa gestion au parti socialiste et au parti radical était-elle une bonne idée ? On peut en douter pour plusieurs raisons. Il est tout d'abord curieux de voir le ministre de l'Information imposer au nouveau quotidien une direction bicéphale à un moment où il avait déjà décidé de supprimer les journaux publiés par les comités départementaux de libération en expliquant que l'exploitation d'un journal nécessitait qu'il fût dirigé par une équipe homogène⁶⁷. D'autre part, le parti socialiste et

65. Dénommée Société d'Éditions et d'Impressions de l'Ouest (SEIO), elle a été enregistrée à Paris le 20 juin 1947 et déposée au greffe du tribunal de commerce de Rennes le 25 juin suivant. Son capital social était d'un million cinq mille francs, divisé en 10 000 parts A de cent francs chacune et de cinquante parts B, également de cent francs chacune, créances sur la première société, la Société anonyme du journal *La République sociale* et publications annexes. Parmi les actionnaires, on relève les noms de Christian Pineau qui se porta acquéreur de 100 parts A, et d'Alain Savary, propriétaire de 2000 parts A et de 20 parts B (AN, F 41 1473).

66. Note du 6 décembre 1947, AN, F 41 1473.

67. Sur les caractéristiques et l'évolution de cette catégorie de presse, nous renvoyons à notre communication au colloque organisé à Paris les 20 et 21 novembre 2014 par l'Office Universitaire de Recherche Socialiste, la Fondation Jean-Jaurès et le Centre d'histoire

le parti radical avaient connu une baisse de leur représentativité dans la région, comme le montre la comparaison entre les résultats obtenus aux élections d'octobre 1945 et de novembre 1946⁶⁸, même s'il est toujours illusoire pour un directeur d'imaginer que les électeurs d'une tendance donnée seront autant d'acheteurs d'un journal de cette orientation. Le dépôt d'un bulletin dans l'urne et l'achat d'un journal relèvent de stratégies différentes. On peut encore avancer d'autres causes pour expliquer l'échec de *La République sociale*, comme sa politisation trop grande, l'absence trop criante d'informations locales, le refus du parti communiste de s'associer à l'aventure et le handicap d'avoir commencé à paraître après tous les autres titres. Au moment où le journal est arrivé dans les kiosques, en avril 1945, les autres titres avaient eu le temps de développer leurs réseaux de diffusion et de créer ainsi des habitudes de lecture chez les lecteurs potentiels. On notera enfin que la sensibilité de gauche n'était pas totalement absente de la région lorsque *La République sociale* a commencé à paraître. Le parti socialiste, le parti communiste et le parti radical avaient dans chaque département des hebdomadaires pour faire connaître leurs idées et ceux-ci ne pouvaient être que des concurrents pour le nouveau quotidien.

Le concours apporté par *Le Maine libre* à *La République sociale* aurait pu, en cas de réussite, permettre au quotidien manceau d'étendre son influence sur la région, comme d'autres titres commençaient à le faire à cette époque en absorbant des titres plus faibles. Mais, c'est l'inverse qui s'est produit, et le quotidien rennais a entraîné son confrère dans sa chute. En novembre 1947, pour surmonter les difficultés financières qu'elle connaissait, la direction du *Maine libre* dut procéder à une augmentation de capital de cinq cent mille à un million de francs, et elle se résolut à céder 50 % de sa société éditrice à celle du *Courrier de l'Ouest*, le quotidien d'Angers qui avait comme président de son conseil d'administration Émilien Amaury, fondateur du *Parisien libéré*. À la suite de cette cession, deux administrateurs délégués, Albert Blanchoin et Lucien Bour, furent nommés au conseil d'administration du *Maine libre* pour représenter le quotidien angevin. Mais, quelques semaines plus tard, *Le Courrier de l'Ouest* rétrocédait les actions qu'il venait d'acquérir au *Parisien libéré*. Marcel Verrière et Claude Bellanger, respectivement président et directeur du quotidien parisien, prirent alors la place des deux administrateurs angevins au sein du conseil d'administration du *Maine libre*. Max Boyer protesta, mais en vain, car cette évolution de la répartition du capital de son journal modifiait « sa ligne politique, sans tenir compte des intérêts des fondateurs et des groupements locaux à qui la dévolution des biens et l'octroi du titre

sociale du xx^e siècle (*De la Résistance à la restauration de la légalité républicaine. Le rôle des socialistes français au regard de l'Europe*. À paraître).

68. Le pourcentage de la moyenne des voix recueillies dans les cinq départements de la Bretagne historique est passé pour le parti socialiste de 20,26 % en octobre 1945 à 15,54 en novembre 1946 et, pour le parti radical, de 9,9 % à 8,84 (SAINCLIVIER Jacqueline, *La Bretagne de 1939 à nos jours*, Rennes, Ouest-France, 1989, tableaux 10 et 12, p. 149 et 152).

furent faits au moment de la Libération⁶⁹ ». Elle marquait aussi l'extension du groupe du *Parisien* en province et unissait déjà les destinées du *Courrier de l'Ouest* et du *Maine libre*⁷⁰.

RÉSUMÉ

En lien avec les alliés, les nouvelles autorités de la Libération autorisèrent la parution de quatre nouveaux quotidiens à la fin de la guerre en Bretagne, en remplacement de ceux qui avaient prolongé leur parution durant l'Occupation et qui furent interdits. Bien vite cependant, le gouvernement estima nécessaire de compléter « l'arc-en-ciel » politique de cette presse quotidienne, en particulier par la création d'un journal destiné à refléter la sensibilité de gauche, jusque-là absente de la région. Il vit le jour à Rennes en avril 1945 sous le titre *La République sociale*, et Pierre-Henri Teitgen, alors ministre de l'Information, décida qu'il serait dirigé par les socialistes et les radicaux. Boudé par les communistes et à peu près dépourvu d'informations locales, il ne réussit jamais à s'imposer et accumula d'importants déficits au fil des mois. Malgré toutes les tentatives faites pour le renflouer, malgré sa reprise par Max Boyer, directeur du *Maine libre*, et un changement de titre, il fut contraint de s'arrêter en novembre 1947. Son échec entraîna la chute du quotidien manceau et contribua à redessiner la carte de la presse quotidienne dans l'Ouest où, à l'occasion d'une augmentation de capital, deux ans plus tard, le quotidien manceau passa d'abord sous le contrôle du *Courrier de l'Ouest* publié à Angers, avant de faire partie du groupe du *Parisien libéré*.

ABSTRACT

In agreement with the Allies, the new French authorities at the Liberation authorised the publication of four new daily newspapers to replace those that had continued to print during the Occupation and had, consequently, been banned. Rapidly, however, the government deemed it necessary to complete the political spectrum of the daily press, in particular by creating a left-wing paper, something that had hitherto been lacking. It first appeared in Rennes in April 1945 under the title La République sociale. The minister for information, Pierre-Henri Teitgen, decided that it should be directed by local socialists and radicals. Rejected by communists and lacking any local news, the paper failed to take off and, over the first few months, accumulated large debts. Despite attempts to keep it afloat, the takeover initiated by Max Boyer, the director of Maine Libre, and a change of title, it stopped publishing in November 1947. Maine Libre was dragged down with it and was sold two years later. It came under the control of the Angevine paper Courrier de l'Ouest before later being integrated to the Parisien libéré group.

69. Note du 5 avril 1949 de la direction de la presse de province au chef de cabinet du ministre de l'Information, AN, F 41 1404.

70. Les deux quotidiens furent cédés en mars 1992 au groupe Hersant qui envisagea, en février 1999, de les rétrocéder, avec le quotidien nantais *Presse-Océan*, à *Ouest-France*. Mais les pourparlers entre les deux groupes furent brusquement rompus au mois de septembre suivant. Le quotidien rennais continua cependant à suivre de près la situation sur sa zone d'influence. Après la mort de Robert Hersant le 21 avril 1996 à Saint-Cloud, son groupe dut se résoudre à vendre des actifs pour se désendetter. En mars 2004, il céda la Socpresse à Serge Dassault qui, le 19 avril 2005, revendit à *Ouest-France* le pôle Ouest composé de *Presse-Océan*, du *Courrier de l'Ouest* et du *Maine libre*.